

LA LDH SONNE L'ALARME !

Un pays en colère contre un exécutif qui feint de n'en rien savoir. Rarement la configuration politique aura été à ce point clivée et rarement aussi dangereuse. Le recours au 49.3 pour faire passer quoi qu'il en coûte le texte sur la réforme des retraites aura symbolisé à lui seul la somme des blocages qui défigurent l'image de la République. Concernant ce projet de réforme, un mépris souverain des corps intermédiaires et du mouvement social, ainsi qu'un contournement assumé des assemblées, ont accompagné une série d'arguments et de justifications variables selon les moments, les interlocuteurs, l'humeur du prince...

La mobilisation citoyenne auquel le projet gouvernemental s'est heurté a manifesté, elle, toutes les vertus méconnues par le pouvoir : sens du dialogue, culture de la responsabilité, capacité à rassembler.

La sagesse pour le gouvernement serait de retirer son projet de loi, de revenir à la lettre et à l'esprit des institutions. Tout indique, hélas, que le président de la République entend choisir une autre voie : celle de toutes les alarmes.

Alarme d'abord pour les chantiers essentiels qui sont devant nous – transition écologique, lutte contre la pauvreté, réduction des inégalités, sens du travail, accueil des étrangers – et qui requièrent une démocratie vivante et concrète. Alarme ensuite pour les libertés ; s'étant lui-même barré la route de l'avenir, le roi est nu et confronté à la tentation d'une escalade répressive qui a déjà commencé de se manifester. Alarme enfin pour l'avenir politique du pays, tout se passant comme si le président de la République comptait cyniquement sur l'hypothèque du Rassemblement national pour échapper au chaos. Qu'il soit ou non conscient, un tel calcul ne peut que conduire au pire.

Il y a alarme !

La LDH (Ligue des droits de l'Homme) en appelle aux femmes et aux hommes qui vivent et travaillent en France pour demander au gouvernement de retirer son projet, pour accompagner les débats et mobilisations démocratiques en cours, pour œuvrer au retour d'une démocratie vivante, ancrée dans l'égalité des droits, pour la justice sociale et la solidarité. L'avenir commun est à ce prix. Il y a alarme !

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 21 MARS 2023

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898

